

Déclaration des conseillers généraux communistes de Seine-Maritime

Situation de la prévention spécialisée

Dans un contexte de difficultés sociales croissantes, l'importance des associations de prévention spécialisée, qui œuvrent sur le terrain au contact Seineo-marins les plus en difficultés et notamment des jeunes, n'est pas à démontrer. Leur travail fait d'ailleurs l'objet d'un partenariat avec le Département encadré par le « Référentiel de la prévention spécialisée » qui couvre la période 2010-2014.

Or, la division par deux de la ligne budgétaire qui leur est attribuée, si elle se confirmait, aurait un impact direct sur le fonctionnement de ces associations, et se traduirait par des baisses de personnel, réduisant leur présence dans les quartiers en difficulté. Nous considérons donc cette situation faite aux associations de prévention spécialisée comme une erreur grave de gestion.

Maintenir les équipes de prévention spécialisée dans les quartiers est une nécessité sociale. C'est la mission du Département. Réunis ce jour en séance, les conseillers généraux communistes interpellent à ce sujet le Président du Département afin qu'il revoie sa position.

Plus généralement, ils alertent sur les conséquences néfastes de l'austérité sur l'ensemble des champs d'intervention du Département.

Ils réaffirment la nécessité pour le Département de maintenir d'une part une politique sanctuarisant les solidarités, missions premières du Département, et d'engager d'autre part les actions nécessaires auprès du nouveau Gouvernement pour obtenir les sommes dues. En effet, l'Etat, par les transferts de charges et les réformes fiscales asphyxiant les finances départementales, a une dette de plus de 800 millions envers le Département.

Il est par ailleurs indispensable qu'une nouvelle réforme fiscale soit engagée à l'échelle nationale, mettant à contribution les hauts revenus, afin d'augmenter les recettes des collectivités, dont le Département de Seine-Maritime, pour que ce dernier puisse financer ses politiques au service des Seineo-marins.

C'est le sens de la pétition diffusée auprès des élus locaux et de la population par les conseillers généraux communistes.

Rouen, le 18 décembre 2012